

- *Quel bilan peut-on maintenant tirer dans le monde arabe (voire dans d'autres pays où s'est développé un phénomène comparable) de l'utilisation des médias sociaux pour une action politique protestataire ? Quelle place ont-ils tenu par rapport aux "vieux médias" ou aux formes d'organisation traditionnelles comme le parti ou le syndicat ? Et, si vous leur accordez une certaine efficacité, comment s'est-elle manifestée ? En termes de diffusion de l'information interdite, d'organisation pour l'action, de constitution de groupes exprimant les revendications de la société civile, pour reprendre des catégories souvent invoquées ?*

Dresser un bilan, qui ne peut être qu'un bilan d'étape car les processus sont loin d'être achevés, nécessite une contextualisation, par rapport au monde arabe bien entendu, mais également par rapport à d'autres lieux où les médias sociaux – notion qui ne recouvre pas exactement celle de réseaux sociaux – sont liés à la contestation (Chine par exemple). Une des spécificités de la scène arabe est que les médias sociaux y ont plus qu'ailleurs sans doute un rôle d'information, en plus d'être utilisés à des fins de mobilisation et d'organisation. Mais il faut tenir compte aussi d'une réalité présente à l'échelle globale, à savoir le fait que la nature du Web a changé. Dans les sociétés industrialisées, les nouvelles potentialités du Web 2.0 peuvent être investies dans toutes sortes d'activités notamment économiques. Dans d'autres contextes, celui du monde arabe en l'occurrence, l'augmentation en vitesse, en espace de stockage, en interactivité et en participation crée une sorte d'appel d'air. Le Web absorbe comme une énorme éponge toutes sortes d'informations jusque-là quasiment inaccessibles. Mais en plus, il faut tenir compte, pour chaque micro-scène, de son intégration au système plus vaste de la communication globale, en fonction notamment de la qualité de l'infrastructure technologique du réseau : cette intégration était forte en Tunisie et en Égypte, beaucoup moins en Syrie ne serait-ce qu'en raison du boycott imposé par les autorités américaines sur les plans économiques et technologiques.

Repris dans leur ensemble, les mobilisations arabes, mettent en évidence l'importance du *timing* propres aux médias sociaux. D'un côté, leurs effets sur le moyen terme, sont d'autant plus importants que la réponse des régimes concernés est lente, ou « molle » (l'Égypte par rapport à la Tunisie par exemple). Les médias sociaux semblent avoir une fonction très efficace dans les espaces politiques où les régimes exercent une quasi hégémonie sur l'ensemble des outils d'information et de communication. Ils forment une sorte de bloc qui s'oppose de manière presque aussi monolithique à la confiscation opérée par le « bloc » de la formation officielle. En revanche, ils seront moins efficaces là où les médias manifestent plus de diversité. Au Liban par exemple, l'extrême fragmentation de l'espace médiatique fait que les médias sociaux n'y ont pas le même impact. Mais surtout le déroulé chronologique des protestations met en évidence des tentatives d'adaptation des appareils d'Etat à ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle menace. En Tunisie, les autorités semblent bien avoir été pris de court. En Égypte, la surprise a été moins grande mais les mesures n'ont pas été trouvées. En Libye, même si les flux numériques n'y ont pas joué autant, on a assisté, pendant les soulèvements, à des tentatives de la part du régime de produire sur Internet un contre discours. L'exemple le plus clair de cette capacité d'adaptation reste toutefois celui du régime syrien qui a choisi d'autoriser à nouveau en Syrie des réseaux sociaux tels que Facebook, très probablement à des fins de contrôle et de répression, et qui a également très rapidement mobilisé ses partisans sur Internet, ce qui n'est pas la même chose. En quelque sorte, il y aurait déjà pour les régimes locaux un « retour sur expérience » des soulèvements arabes.

Les médias sociaux n'ont pas provoqué les révolutions, ils ont simplement créé en matière de politique contestataire des relais, des capacités d'accélération, de sensibilisation et de prise de conscience. D'ailleurs, comment expliquer sinon que les mêmes médias sociaux ne produisent pas partout les mêmes effets ? Tout s'est passé comme si la contestation avait investi les médias sociaux, comme une sorte d'évidence dès lors qu'ils se trouvaient là. En définitive, nombre de régimes, y

compris les plus autoritaires, ont autorisé ces réseaux et les ont même encouragés, sans en mesurer les conséquences ultimes sur le plan de la communication mais davantage en se cantonnant à un rôle de censure ordinaire et de répression. Pour autant, les nouveaux médias ne se substituent pas aux « vieux médias ». Ils entraînent une nouvelle forme d'organisation, produisent une nouvelle répartition entre les différents supports de la communication. Dans les tentatives d'analyse, on a souvent eu tendance à mettre l'accent sur tel ou tel acteur : les nouveaux médias, les médias traditionnels de type Al-Jazira, les organisations collectives classiques (syndicats, partis politiques). En fait, il faudrait arriver à mieux percevoir l'interaction de ces différents éléments, interaction qui profite ou non aux médias sociaux et à leur impact sur la scène politique. Dans l'ensemble, on peut penser que les populations arabes, lassés d'un système de communication hyper-contrôlé, se sont tournés vers les médias sociaux mais sans avoir au départ comme objectif de transformer le social ou le politique. Une intentionnalité ne se trouve pas forcément au départ de la formidable extension des réseaux sociaux. Les acteurs ne se reconnaissaient pas dans les médias officiels ; presque fortuitement, ils ont investi des réseaux parallèles qui ont gagné en importance parce qu'ils n'avaient pas été repérés par les appareils de répression comme des lieux de contestation (ce qui n'était pas nécessairement le cas d'ailleurs, au départ au moins). Lorsque la répression s'est abattue, ce sont les pointes les plus visibles du système qui ont été « traitées » mais le maillage lui-même n'en a pas été affecté. Il était trop tard pour ce type d'intervention, laquelle est probablement plus efficace quand elle prend à ce stade des mesures de brouillage, de dissémination de l'information, de l'action en masse de discours. Ce type d'explication éclaire peut-être la situation syrienne ou précisément le maillage des réseaux sociaux n'est pas aussi dense en Égypte par exemple, et où les contre-discours du régime prennent – au moins sur la scène interne – au moins aussi bien que les propositions des opposants, incapables d'être portés par un réseau suffisamment dense.

Sur un autre plan, il faudrait être davantage attentif au rapport entre productions textuelles et images. Dans nombre de cas, la Libye notamment et bien entendue la Syrie, ce sont les vidéos des répressions, leurs images, qui ont suscité le plus d'impact. Peut-on, doit-on, mettre cela sur le même plan que des productions textuelles plus élaborées diffusées sur des blogs par exemple. Cet aspect est probablement à explorer davantage.

- *Il est de plus en plus question d'un affrontement entre des "technologies de libération" (au service de populations souvent muselées par la censure) contre des "technologies de contrôle" utilisées par les gouvernements pour censurer, réprimer ou combattre la protestation ? Logiciels permettant de se connecter anonymement, versus logiciels permettant de repérer les auteurs de messages subversifs, par exemple. Si ces catégories vous semblent cohérentes, lesquels vous semblent pouvoir l'emporter ?*

Faut-il véritablement parler de « technologies de libération » ? Utiliser cette expression, n'est-ce pas reprendre le mythe de la technique libératrice capable à elle seule de susciter des transformations sociales ? Censurer, on le voit bien dans le cas syrien, ce n'est pas nécessairement couper, interdire, fermer. C'est également, et de manière en définitive peut être plus efficace, inonder le réseau de fausses propositions qui finissent par s'imposer leur seule logique numérique. Il y a toutes sortes de techniques pour inciter l'internaute à passer par les « bons » liens, pour ne pas lui permettre d'aller à la recherche des autres, une technique qui relève sans doute de la désinformation, et qui n'est pas forcément l'apanage des *rog regimes* (que l'on pense à l'affaire de la *Gay Girl in Damascus* par exemple, à savoir le blog de cette militante lesbienne damascène qui s'est avéré être l'oeuvre d'un activiste américain installé à Edinbourg).

- *Sur la base de vos réponses précédentes, quel pronostic feriez-vous sur l'avenir de la révolte politique sur les réseaux sociaux ?*

Pour répondre à cette question il faudrait arriver à prendre en considération l'ensemble des lieux où les protestations passent par les médias et/ou les réseaux sociaux, que ce soit dans le monde arabe ou ailleurs avec les indignés par exemple. Il apparaît clairement que l'existence de « web-acteurs » est désormais prise en compte, ainsi que leurs modalités d'action spécifiques : les *smart* mobilisations, pour reprendre un terme proposé par Rheingold et ses « foules intelligentes ». Le passage par le Web est en quelque sorte devenu obligatoire. L'autre très grande question concerne le rôle des médias sociaux dans le temps non plus de la contestation, de la protestation, de la révolution, mais dans celui de la proposition et de l'élaboration. On possède très peu d'éléments encore sur ces questions mais il est facile de se rendre compte que le résultat des élections interroge. En Tunisie, certaines informations tendent à montrer que les forces politiques constituées qui utilisent au mieux des réseaux sociaux numériques ne sont pas forcément celles qu'on attendait ; le parti Ennahda notamment semble faire preuve dans ce domaine d'une politique davantage maîtrisée et efficace que celle de ses rivaux politiques. De toute manière, la révolte politique ne se fait pas « sur » ni même « dans » les réseaux sociaux. L'outil n'est pas le lieu où se font les choses. Ou alors il faut le considérer non pas comme un espace, mais comme un biotope au sein duquel (mais non pas sur lequel) se développent des phénomènes qui ne se déroulent pas « en dehors du réel » mais qui sont à proprement parler constitutifs de ce réel.

En revanche, les réseaux sociaux conservent un avenir précisément en tant qu'outil, comme lieu à partir duquel sont envoyés en permanence des réponses, à la manière de ce que disait naguère Castells à propos des communautés aléatoires d'Internet où l'on se mobilise pour obtenir quelque chose, pour dénouer les liens de l'action une fois que celle-ci est terminée. Globalement, il est peut-être réducteur de concevoir l'avenir du Web à partir de la seule fenêtre du politique. Les effets disruptifs de l'essor du numérique dans le monde arabe se font sentir parce qu'il y a la constitution d'une couche inférieure qui témoigne de changements et qui les produit au-delà de la seule dimension du politique. On peut appeler cela le rhizome du Web où se sont nourries les révoltes arabes. C'est cela le véritable impact du Web, la co-constitution via le Web et par le Web de nouvelles formes sociales.